

A la clinique de Lesparre, « on manque d’infirmières et d’aide-soignantes »



Cet été, l'activité a été un peu moins soutenue pour le service des urgences de la clinique mutualiste de Lesparre. © Crédit photo : photo J. L.

Yann Pilatre, le directeur de l'établissement, fait le point. La période estivale a été plus calme, mais les difficultés de recrutement posent de gros soucis.

« Sud Ouest » Comment s'est déroulé l'été à la clinique ?

Yann Pilatre Nous le classons dans la catégorie d'un été plutôt calme. Il y a eu un peu moins de passages aux urgences que les années précédentes. 80 à 90 patients par jour contre 90–100 habituellement. C'est environ une baisse de 10 %. Les vacanciers français étaient bien présents, mais pas les étrangers. Nous n'avons pas eu de malade Covid-19 durant cette période. Le premier est arrivé début septembre.

Cet été, nous avons le même effectif aux urgences qu'en 2019. Nous sommes partis du principe que cela pouvait devenir tendu. Ce qui ne s'est pas passé. Début juillet, nous avons juste eu cette alerte cluster Covid-19 au sein de la clinique. Mais cela a été très vite circonscrit. Nous avons testé massivement, ce qui nous a permis d'identifier les quelques porteurs. Ensuite, il n'y a plus eu d'alerte.

Quelle est la situation depuis la rentrée en septembre ?

Ce n'est pas une rentrée simple, loin de là. Comme toutes les cliniques françaises, nous rencontrons d'énormes difficultés au niveau du personnel. Nous manquons d'infirmières et d'aide-soignantes. Nous ne trouvons plus d'infirmières anesthésistes ou de bloc ! Les agences d'intérim spécialisées sont vides. Tout cela nuit très fortement au fonctionnement de notre établissement. C'est notre principal problème aujourd'hui.

Nous rencontrons d'énormes difficultés au niveau du personnel



Yann Pilatre. © Crédit photo : photo ThierryDavid

Nous parvenons à maintenir l'activité chirurgicale, mais nous sommes sur le fil. C'est la même situation pour l'activité d'hospitalisation. On sent bien qu'il ne faut surtout pas que cela se dégrade. Si tel était le cas, nous ne pourrions pas tenir. Au sein du personnel, nous avons beaucoup d'arrêts maladies pour des suspicions liées au Covid-19. Il y a de précautions importantes qui sont prises. Ces personnels restent confinés chez eux. Cette problématique touche tous les établissements bordelais.

Avant cette épidémie de Covid-19, nous faisons déjà face à une pénurie de personnel médical. Elle n'a fait que s'aggraver avec ce que nous vivons aujourd'hui. Les sorties d'écoles d'infirmières sont insuffisantes pour couvrir les besoins de nos établissements. Cela vaut aussi pour les aide-soignantes. La problématique est nationale. En France, il va falloir régler cette question de la formation. Il faut ouvrir le curseur des écoles !

Est-ce que vous avez été contraint de fermer des lits ?

Cet été, cela a été le cas. Depuis la rentrée, nous sommes sur le fil. Un ou deux arrêts maladies de plus et nous serons obligés d'en fermer.

Quel est l'impact économique pour la clinique ?

Il est fort. On comble tout ce que l'on peut combler avec les rares postes d'intérim qui sont encore disponibles. Ce qui fait exploser les coûts de l'établissement. À court terme, si cette situation continuait de se dégrader, nous serions obligés de baisser l'offre de soins. On ne peut pas prendre de risque dans la prise en charge des patients. Nous réfléchissons aux mesures permettant de rendre notre établissement plus attractif, mais ce n'est pas évident. Nous sommes dans une période de contraintes économiques fortes.

Est-ce que vous constatez une recrudescence de cas de Covid-19 dans vos admissions ?

Nous avons réactivé notre cellule de crise. On a plus de patients Covid-19. C'est indéniable. En revanche, nous avons très peu d'hospitalisations. Il y en a beaucoup moins qu'en mars. Toutefois, comme nous sentons que la tension remonte progressivement, nous aurons cinq lits Covid-19 ouverts d'ici une semaine. Ce que l'on peut dire, c'est que cette problématique est moins criante à Lesparre qu'elle ne peut l'être à Bordeaux.

Pouvez-vous mesurer aujourd'hui les effets du confinement sur la situation financière de la clinique ?

Nous avons été bien accompagnés financièrement par l'État pour tenir le choc. On ne peut pas dire le contraire. En revanche, nous avons perdu toutes les recettes qui arrivaient des mutuelles et des patients. Il a fallu arrêter notre activité pendant plusieurs mois pour absorber les admissions Covid-19. Nous avons perdu toutes les recettes qui arrivaient des mutuelles

Le coût final pour la clinique sera une perte de plusieurs centaines de milliers d'euros. On pourrait avoisiner les 500 000 euros. Mais sans le soutien de l'État, nous aurions perdu des millions. d'euros L'été, avec moins de patients étrangers, c'est aussi une baisse de revenus pour la clinique. Nous ne récupérerons pas ces rentrées. Cela représente 300 000 euros. Malgré tout cela, nous devrions survivre...